

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article7923>

La guerre des drones a commencé, par Dominique Gallois et Laurent Zecchini

- Défense - France -



Date de mise en ligne : vendredi 6 juin 2008

Spyworld Actu

Est-ce une préfiguration de ces combats du futur qui mettront aux prises des escadrilles de drones armés, ces petits avions sans pilote ? La bataille qui s'est officiellement ouverte, vendredi 6 juin, avec la conférence de presse des PDG de Dassault Aviation, de Thales et de l'Espagnol Indra, sera en principe pacifique, c'est-à-dire industrielle et politique. Mais l'ennemi est clairement désigné : EADS.

L'enjeu est le futur drone d'observation et de surveillance qui doit équiper les armées françaises vers 2015. Dassault, Thales et Indra veulent couper l'herbe sous le pied d'EADS avec un projet assez similaire au sien - un drone d'environ 26 mètres d'envergure, avec une autonomie de 24 heures et capable d'emporter une tonne. Les trois industriels se lancent dans la course avec l'israélien IAI (Israel Aerospace Industries) qui fournira la plate-forme multimitation Heron TP. Cet avion sera équipé de matériel électronique et de radars fournis par Thales et Indra, Dassault assurant la maîtrise d'oeuvre et les essais en vol.

Tout a commencé en 2004 : l'Etat pousse alors Dassault et EADS à s'associer pour lancer un programme de drones de surveillance appelé EuroMale. Il s'agit d'équiper une plate-forme Eagle 2, fournie par IAI, d'équipements électroniques européens.

Mais le projet est mort-né, officiellement faute de financements. En fait, il aurait été victime des tensions entre les pôles allemand et français d'EADS durant cette période, les premiers reprenant la main sur ce dossier en adaptant les caractéristiques du drone aux besoins de l'armée allemande, qui veut un appareil de reconnaissance.

En 2006, EADS lance l'Advanced UAV, un drone de renseignement soutenu par la France, l'Allemagne et l'Espagne. Il s'agit d'un appareil dont la plate-forme sera entièrement européenne, comme le souhaite la délégation générale de l'armement (DGA) au nom de l'indépendance technologique.

Ce projet suscite la rancœur de Dassault ainsi que de Thales considéré, en cas de lancement du projet, comme un fournisseur de deuxième rang avec 3 % du radar. Thales comme Indra rallient Dassault dans sa contre-proposition.

Si l'enjeu financier et la date de mise en service pèseront dans la décision du gouvernement, la dimension politique sera sans doute primordiale. EADS, c'est le partenariat franco-allemand, une référence incontournable de la diplomatie française, même si la longue histoire liée au contrôle d'EADS a douché bien des ambitions, et que le climat entre Paris et Berlin n'est pas au beau fixe depuis l'arrivée à l'Élysée de Nicolas Sarkozy.

L'option proposée par Dassault et Thales n'est pas vraiment européenne, et le partenariat israélien peut faire lever bien des sourcils à Paris, en dépit du fait que la France veut rééquilibrer sa politique proche-orientale au profit de l'Etat hébreu.

L'autre inconnue de taille est la part qui sera donnée aux drones dans le futur. La réponse dépend des conclusions du Livre blanc sur la défense attendu le 17 juin. Elle se concrétisera dans la loi de programmation militaire.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/opinions/arti...>